

Liberté Égalité Fraternité



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?



Hervé SCHMITT

Directeur adjoint chargé de l'aménagement durable et des transports DRIEAT



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?



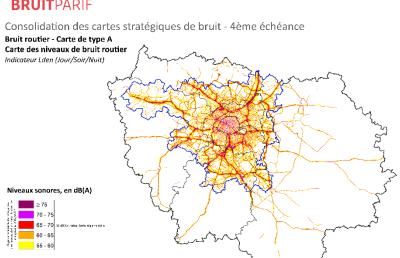
Fanny MIETLICKI

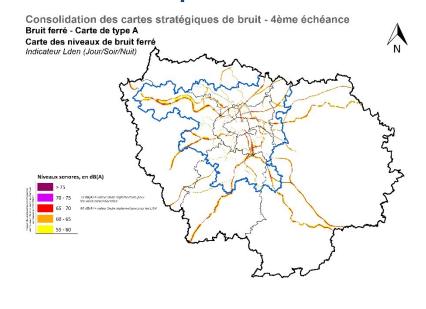
Directrice de Bruitparif



Les données d'exposition au bruit des transports terrestres







Statistiques d'exposition au bruit des transports au sein de la zone dense francilienne (Source : Bruitparif, 2024)

Chiffres clé bruit routier

1 M hab. (9,7%) >= Valeur limite Lden 8,6 M hab. (81,6%) >= Recommandation OMS Lden

- ~ 1,6 M. cas de forte gêne
- ~ 480 000 cas de forte perturbation du sommeil

Chiffres clé bruit ferré

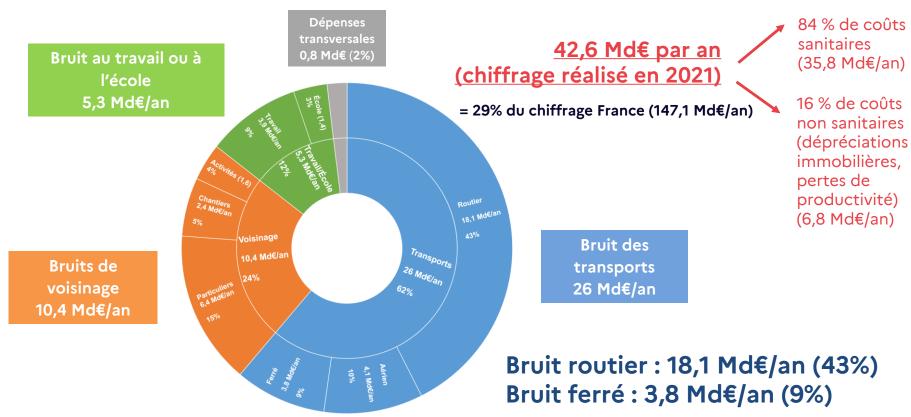
39 000 hab. (0,4%) >= Valeur limite Lden 1,2 M hab. (11,6%) >= Recommandation OMS Ln

- ~ 300 000 cas de forte gêne
- ~ 117 000 cas de forte perturbation du sommeil



Le coût social du bruit en Île-de-France

(Source : Bruitparif, 2021)





4 modes d'action complémentaires

Réduire le bruit à la source Agir au niveau du récepteur

Agir entre la source et le récepteur

Aménager en tenant compte du bruit



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?





Table ronde 1 (animation : DRIEAT)

Le bruit des infrastructures ferrées : sources de bruit et moyens préventifs et curatifs Intervenants :

- SNCF Réseau
- Île-de-France Mobilités



Table ronde 2 (animation : Cerema Dter IdF)
Le bruit des infrastructures routières : solutions mises en œuvre et contraintes
Intervenants :

- Direction des Routes d'Île-de-France (DiRIF)
- Ville de Paris
- Conseil Départemental de Seine-et-Marne
- Cœur d'Essonne Agglomération



Table ronde 3 (animation : Bruitparif)
La vision intégrée du bruit à l'échelle de l'agglomération
Intervenants :

- Métropole du Grand Paris
- Communauté d'agglomération Paris-Vallée de la Marne
- FNE Île-de-France



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?





Table ronde 1:

Le bruit des infrastructures ferrées, sources de bruit et moyens préventifs et curatifs

Animée par Adeline Live, DRIEAT

- Matthieu Sineau, Bruitparif
- Théo Cordoliani, SNCF Réseau
- Zélia Hampikian, Île-de-France Mobilités



Rappels sur le bruit ferroviaire

Matthieu Sineau, Bruitparif

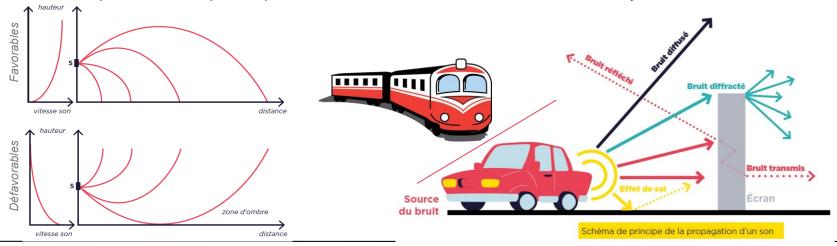


Généralités sur le bruit des transports terrestres

La propagation

Ce qui conditionne la propagation :

- La divergence géométrique : entre 3 dB(A) et 6 dB(A) par doublement de distance source/récepteur
- Effets de masquage et de réflexion du son (bâtiments, écrans)
- Effets d'absorption, de sol
- Effets météorologiques (favorables ou non à la propagation)
- Absorption atmosphérique (1 dB/km à 200 Hz, 40 dB/km à 5 kHz pour T=20° et HR=50%)





Le bruit ferroviaire, de quoi parle-t-on?

Les émissions sonores liées au bruit ferroviaire

Différentes composantes :

- Bruit de roulement au contact roue-rail (prépondérant pour une large gamme de vitesses, entre 60 et 320 km/h)
- Bruit de traction lié aux motorisations (pour les vitesses faibles < 60 km/h)
- Bruit aérodynamique (à partir de 250 km/h et prédomine pour les grandes vitesses > 320 km/h)
- Bruits spécifiques: impacts sur appareillages de voies, crissement en courbe ou en freinage,...

Quelques éléments qui conditionnent le bruit ferroviaire à l'émission :

- Le **débit**: variation en 10*log(D), doublement du trafic => + 3 dB(A)
- La vitesse: effets variables selon les cas (composante de bruit considérée, gammes de vitesses), pour le bruit de roulement, variation de l'ordre de 30*log(V), passage de 90 à 120 km/h => + 3,7 dB(A)
- La rugosité du rail, des roues
- Les caractéristiques des matériels roulants : nombre d'essieux par caisse
- Les filtres et fonctions de transfert roue-rail, véhicule, structure



Les leviers d'action

Quelques solutions de réduction de l'exposition des populations

- Renouvellement des matériels
- Semelles de frein composites
- Longs rails soudés
- Traverses béton
- Tracé des voies
- Organisation du trafic

Réduire le bruit à la source Agir au niveau du récepteur Isolation acoustique des bâtiments

ÉCRAN ACOUSTIQUE Gain : 8 à 10 dB(A)

ISOLATION ACOUSTIQUE DE FAÇADE

Gain jusqu'à 20dB(A) / existant pour un isolement jusqu'à 40 dB(A)

> REMPLACEMENT DES RAILS COURTS PAR DES LONGS RAILS SOUDÉS Gain : 3 dB(A)

REMPLACEMENT DES TRAVERSES BOIS PAR DES TRAVERSES BÉTON



TRACÉ DES VOIES ÉLOIGNÉ DES HABITATIONS Gain : 4 dB(A) (par doublement de distance)

MERLON ANTI-BRUIT Gain: 6 à 8 dB(A

ABAISSEMENT OU ENTERREMENT DE LA LIGNE Gain: 4 dB(A)

POSE D'ABSORBEURS SUR RAIL Gain : 1 à 3 dB(A)

- Couvertures
- Ecrans
- Merlons
- Passage en tranchées

Agir entre la source et le récepteur

Aménager en tenant compte du bruit

- Protection via des bâtiments écrans
- Epannelage
- Eloignement des bâtiments par rapport aux voies
- Orientation des bâtiments pour réduire les expositions



LUTTE CONTRE LE BRUIT FERROVIAIRE EN ILE DE FRANCE

ACTIONS CURATIVES

- Politique du bruit ferroviaire
- Etudes d'identification des Points Noirs du Bruit ferroviaire
- Opérations d'isolation de façade

Théo Cordoliani, SNCF Réseau



Politique du bruit ferroviaire

CONVENTIONS D'INTENTION ET FINANCEMENT

- Un programme de lutte contre le bruit a été élaboré en 2020 avec les principaux partenaires.
- La Région Ile-de-France a souhaité établir une convention d'intention entre les principaux partenaires franciliens avant de s'engager concrètement dans la mise en place du programme.
- Signataires du document :





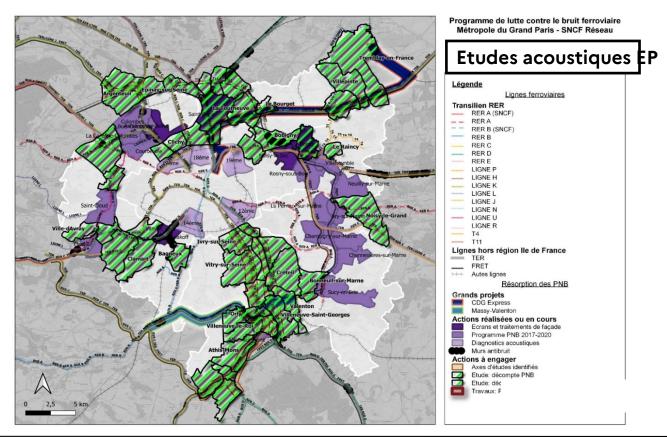




- La convention décrit les territoires concernés, les diagnostics à réaliser, le type de solutions envisagées et le délai de réalisation.
- Une première liste de communes (43 au sein de la Métropole, et 19 au-delà) établie à partir :
 - des PPBE de 2ème et 3ème échéance
 - du premier décompte simplifié des PNBf réalisé en 2009 dans le cadre des observatoires du bruit
- Convention d'intention notifiée le 15/12/2021 (43 communes de la Métropole, et 19 communes dans d'autres communautés d'agglomérations).
- Convention de financement relative aux études acoustiques pour actualiser le décompte des Points Noirs du Bruit ferroviaire (PNBf) sur le périmètre de la Métropole du Grand Paris, notifiée le 03/02/2022.



PÉRIMÈTRE MÉTROPOLE DU GRAND PARIS





PÉRIMÈTRE MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

- Etudes acoustiques réalisées sur l'année 2022 :
 - ➤ Pilotage de 4 bureaux d'études en acoustique
 - Réalisation de 220 points de mesure sur 43 communes
 - ≥317 batiments PNBf identifiés sur 17 communes
- *Convention de financement pour résorber les PNBf par isolation de façade signée le 6 mars 2023, opérations en cours.
- Conventions de financement pour étudier des projets de murs antibruit :
 - · Savigny-sur-Orge
 - Maisons-Alfort
 - · Villeneuve-Saint-Georges



Répondant au critère d'antériorité

Habitat individuel Bureau
Habitat collectif Etablissement d'en
Balsiment industriel/commercial Etablissement de su
Autre bälsiment

Auteur : CIA
Indice : A
Version MithwsIG : 5.5
Date : (02 mail 2022
Echelle : 1:1215



PÉRIMÈTRE HORS MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

- Signature de 4 CFI relatives aux études acoustiques en phase d'émergence, pour actualiser le décompte des PNBf sur 4 CA avec la compétence bruit apportant un financement :
 - Paris Saclay (signée le 19/12/2023)
 - Paris Vallée de la Marne (signée le 14/12/2023)
 - Val Parisis (signée le 15/01/2024)
 - Melun Val de Seine (signée le 14 décembre 2023)
 - > Etudes acoustiques réalisées sur l'année 2024 :
 - ✓ Pilotage de 2 bureaux d'études en acoustique
 - ✓ Réalisation de 75 points de mesure sur 26 communes
 - ✓ Identification de 1 PNBf sur la commune de Herblay (CA Val Parisis)
- CFI relative aux études acoustiques en phase d'émergence, pour actualiser le décompte des PNBF sur le périmètre de 34 intercommunalités d'Ile de France n'apportant pas de financement, signée le 30/05/2024.
 - > Etudes acoustiques réalisées de septembre 2024 à août 2025 :
 - ✓ Pilotage de 5 bureaux d'études en acoustique
 - ✓ Réalisation de 388 points de mesure sur 148 communes
 - ✓ Identification de 278 PNBf sur 30 communes

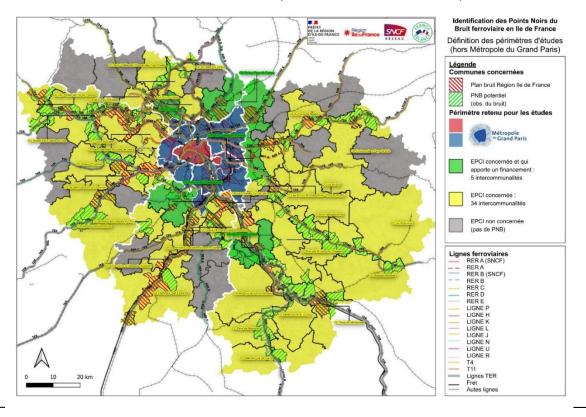


Récepteur	Etage	Situation actuelle		Situation future		Isolement requis
		LAeq 6h-22h	LAeq 22h-6h	LAeq 6h-22h	LAeq 22h-6h	en dB
R141	1	66.0	64.5	64.5	63.5	-
R141	RDC	70.0	68.0	68.5	67.5	30



PÉRIMÈTRE HORS MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

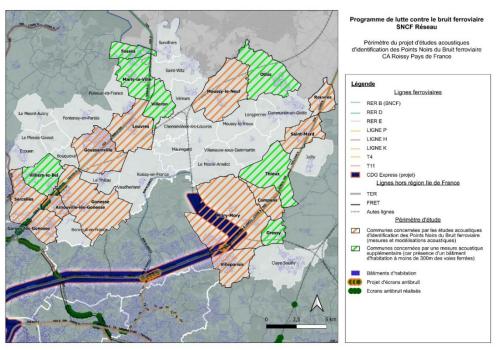
❖Conventions de financement à venir pour résorber les PNBf par isolations de façade uniquement





CA ROISSY PAYS DE FRANCE

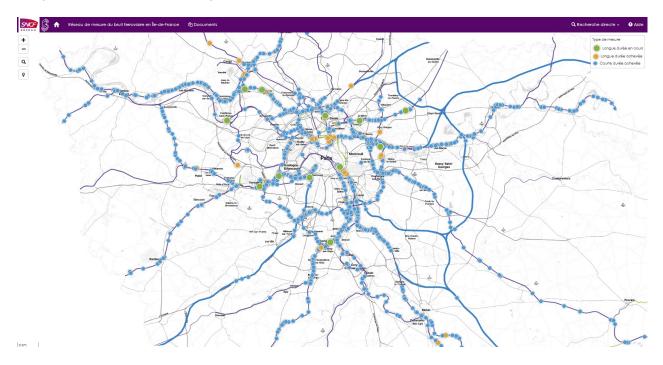
- CFI relative aux études acoustiques en phase d'émergence, pour actualiser le décompte des PNBf, signée le 18/06/2025.
- Etude acoustique débutée en septembre 2025:
 - > Pilotage d' un bureau d'études en acoustique





PARTENARIAT BRUITPARIF

Mise à disposition du public des fiches de mesures acoustiques sur la plateforme Bruitparif: https://reseau.sncf.bruitparif.fr/





Opérations d'isolation de façade

INFORMATION DES RIVERAINS

https://www.sncf-reseau.com/fr/reseau/ile-de-france/programme-isolation-bruit-ferroviaire/presentation





Opérations d'isolation de façade

INFORMATION DES RIVERAINS

SNCF RÉSEAU

S'ENGAGE À ISOLER ACOUSTIQUEMENT LES LOGEMENTS PNBF.

QU'EST-CE QU'UN POINT NOIR DU BRUIT FERROVIAIRE ?

On appelle « Points noirs du bruit ferroviaire (PNBf) » les bâtiments qui remplissent 3 critères d'éligibilité simultanément :

- + Acoustique: subir une exposition moyenne d'au moins 73 dB(A) le jour (6h-22h) et/ou 68 dB(A) la nuit (22h-6h);
- + **Destination** : être à usage d'habitation, de soins de santé, d'action sociale ou d'enseignement ;
- + Antériorité: dater d'avant le 6 octobre 1978 ou bien avoir obtenu l'autorisation de construction du bâtiment avant la date du premier arrêté de classement sonore de l'infrastructure ferroviaire située à proximité.

VOTRE LOGEMENT EST PNBF?

Votre logement a été identifié comme un Point Noir du Bruit ferroviaire et à ce titre un diagnostic acoustique vous est proposé. Ce diagnostic consiste à vérifier le type, l'état et les performances en termes d'isolation acoustique des portes et fenêtres de vos façades exposées directement à la voie ferrée. Il permettra de déterminer si votre logement nécessite une protection acoustique.



Qu'est-ce qu'une isolation de façade ?

Les travaux de protection par isolation de façade consistent à remplacer les ouvrants (fenêtres et portes) par des ouvrants acoustiques. Les aérations donnant sur l'extérieur ainsi que la qualité d'isolation sous toiture sont également vérifiées.

QUELLES SONT LES GRANDES ÉTAPES ?

- ÉTAPE 1 : Mon logement (ou établissement) a été préidentifié comme PNBf POTENTIEL, SNCF Réseau me contacte directement en lien avec ma mairie.
- ÉTAPE 2: J'autorise SNCF Réseau à mandater un expert pour déterminer l'éligibilité de mon logement (ou de mon établissement) et à y réaliser des mesures acoustiques.

SI MON LOGEMENT (OU ÉTABLISSEMENT) EST CONFIRMÉ COMME PNB

- ÉTAPE 3 : L'analyse des résultats des mesures permet
 de déterminer si des travaux sont à réaliser.
- ÉTAPE 4 : Si c'est le cas, l'expert en établit la liste et je signe une convention de travaux avec SNCF Réseau. L'expert m'accompagne dans la recherche d'entreprises en capacité de les réaliser.
- ÉTAPE 5 : Je valide avec l'expert acousticien le meilleur devis et je valide la commande avec les entreprises.
- ÉTAPE 6 : À la fin des travaux, l'expert acousticien vérifie la conformité acoustique des travaux.

Les coûts des travaux définis par l'expert sont pris en charge par SNCF Réseau sauf cas particulier et conformément au règlement du programme de financement « Plan de relance 2020 - 2025 - Résorptiol des Points Noirs du bruit ferroviaire ».

Je ne règle aucune facture si j'ai donné délégation de paiement à SNCF Réseau. Sinon je me fais rembourser les frais par SNCF Réseau

CONTACT

Pour toute information, contactez : info.programme-pnbf.idf@reseau.sncf.fr



Lutte contre le bruit ferroviaire en Île-de-France Le matériel roulant

Zélia Hampikian





Les sources de bruit d'un matériel roulant ferroviaire

Diverses sources du bruit généré par un train :

- Le bruit moteur dominant aux plus basses vitesses
- Le bruit de roulement
- Le bruit de freinage
- Le bruit aérodynamique dominant aux plus hautes vitesses

Ces caractéristiques varient considérablement d'un véhicule à un autre.

En Île-de-France, les trains les plus bruyants ne sont pas ceux qui circulent pour le compte d'Île-de-France Mobilités mais les trains de fret, travaux ou des rames Intercités anciennes.

Les bruits de roulement et de freinage sont de façon générale améliorés par la modernisation des véhicules et des voies.

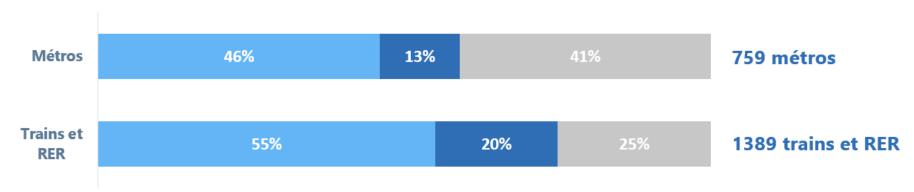
Des effets peuvent venir contrebalancer les améliorations, tels que l'augmentation des vitesses ou des fréquences.



Un programme de renouvellement des trains et métros très ambitieux

Depuis 2016, Île-de-France Mobilités a investi 12,5 milliards d'euros pour le renouvellement des trains et 4,9 milliards d'euros pour le renouvellement des métros.





A fin 2024



Des matériels moins bruyants



- Intégration des exigences normatives récentes dans les appels d'offre des nouveaux matériels.
- Améliorations technologiques, en particulier concernant le freinage :
 - Recours désormais quasi intégral au **freinage électrique** sur les trains et métros qui limite le recours au freinage mécanique, plus bruyant, aux seules situations d'urgence.
 - Mise en place de freins en matériaux composites : réduction de l'ordre de 3 à 6 dB du bruit généré. Les rames MP14 qui circulent sur les lignes 14, 4 et 11 du métro permettent par exemple une réduction du bruit de 40%.
- Cette meilleure gestion du freinage limite l'apparition de défauts sur les roues ferroviaires : atténuation des bruits de roulement générés par l'interface avec le rail.
- Île-de-France Mobilités impose dorénavant aux constructeurs de matériel roulant de tramway de prévoir les dispositifs nécessaires à la réduction des **crissements** si ceux-ci apparaissent durant l'exploitation.



LUTTE CONTRE LE BRUIT FERROVIAIRE EN ILE DE FRANCE

ACTIONS PRÉVENTIVES

- Contexte francilien
- Actions réglementaires
- Actions au-delà du cadre réglementaire

Théo Cordoliani, SNCF Réseau



Politique du bruit ferroviaire en Ile-de-France

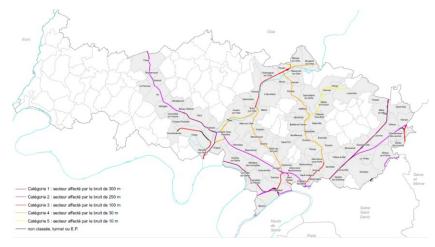
RAPPEL DU CONTEXTE FRANCILIEN

La maîtrise des nuisances sonores est essentielle pour permettre une bonne acceptabilité de l'exploitation de l'infrastructure ferroviaire. En Ile de France, l'enjeu est particulier :

- Zone urbaine dense avec des riverains particulièrement exigeants
- Trafics records sur un nombre de lignes élevés
- Investissements hors norme dans les projets ferroviaires (développement et régénération du réseau)

LES ACTIONS RÉGLEMENTAIRES MENÉES PAR LA DG IDF

- Contribution aux PPBE GITT et PPBE d'agglomérations :
 21 contributions envoyées pour l'échéance 4.
- Elaboration du classement sonore des voies et proposition aux directions territoriales :
 - Mise à jour SNCF Réseau en 2019
 - Nouveaux arrêtés pris entre 2021 et 2024 selon les départements
- Cartes de Bruit Stratégiques : SNCF Réseau fournit les entrants nécessaires à l'élaboration des cartes pour chaque échéance.
- Prise en compte du bruit dans le cadre des projets de développement du réseau et mise en place de protections acoustiques pour compenser les impacts réglementaires





Politique du bruit ferroviaire

LES ACTIONS AU-DELÀ DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Les enjeux acoustiques vont au-delà du volet réglementaire, c'est pourquoi SNCF Réseau est actif sur :

- La limitation des nuisances de ses chantiers ferroviaires
- Les expérimentations (freins de voies de Drancy, écrans innovants, observatoires du bruit)
- Partenariat avec Bruitparif
- L'entretien et la régénération du réseau (voies, appareils de voies, ouvrages d'art, meulage)
- Le renouvellement du matériel roulant (mise en service de trains modernes moins bruyants), et l'évolution des circulations fret (suivi de la réglementation européenne sur les itinéraires silencieux)









Lutte contre le bruit ferroviaire en Île-de-France Les évolutions de la réglementation

- Loi LOM du 24 Décembre 2019
- Prise en compte des pics de bruit
- Prise en compte des vibrations

Théo Cordoliani, SNCF Réseau



Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM)

Etat sur l'avancement des arrêtés d'application

Acoustique:

- L'article 90 de la loi n°2019-1428 du 24/12/2019 d'orientation des mobilités prévoit que les indicateurs de gêne due au bruit des infrastructures de transport ferroviaire prennent en compte des critères d'intensité des nuisances ainsi que des critères de répétitivité, en particulier à travers la définition d'indicateurs de bruit événementiel tenant compte notamment des pics de bruit.
- L'arrêté du 29/09/2022 « fixant à titre expérimental les modalités de détermination et d'évaluation applicables à l'établissement d'indicateurs de gêne due au bruit événementiel des infrastructures de transport ferroviaire » :
 - précise les modalités applicables, durant une période d'observation de 3 ans, d'évaluation des nuisances sonores des infrastructures de transports ferroviaires, visant à quantifier la pertinence technique et fonctionnelle de différents indicateurs de bruit événementiel pour ces infrastructures.
 - complète également l'arrêté du 08/11/1999 (réglementation actuelle) sur une période d'observation de 3 ans, par des dispositions en faveur de la prise en compte d'une ambiance sonore dite « très modérée », ainsi qu'une évaluation des niveaux de pression acoustique en soirée.



Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM)

Vibrations:

- L'article 91 impose que les vibrations d'origine ferroviaire, pendant la phase d'utilisation et de réalisation d'une infrastructure, soient réglementées.
- Un projet d'arrêté (mis en consultation du public au dernier trimestre 2022) relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances vibratoires des infrastructures de transport ferroviaire répond à l'article 91 sur deux effets issus de l'émission de vibration :
 - o les dommages faits aux structures
 - o les équipements et activités sensibles aux vibrations
- → Définition de seuils de dommages aux structures et de niveaux de sensibilité en lien avec la circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Sensibilité du	Fréquences en Hz						
bâtiment récepteur	1 à 4	4 à 8	8 à 30	30 à 80			
	En fondation						
Résistant	5 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s			
Sensible	3 mm/s	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s			
Très sensible	2 mm/s	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s			
	Au point le plus haut						
Résistant	8 mm/s						
Sensible	6 mm/s						

4 mm/s

- Cas des vibrations continues ou assimilées :

Restent à déterminer les points suivants:

• Le champ d'application : quelles infrastructures et quels projets d'aménagement sont concernés ?

Très sensible

- A priori, « les projets d'exploitation, de modification ou de transformation significative d'infrastructure ferroviaire»
- La méthodologie de contrôle et prédiction : quelles mesures et quels indicateurs ? Comment estimer les niveaux de vibration en phase projet ?
- A priori la caractérisation du risque de dommage aux structures en vitesse particulaire.
- Les mesures compensatoires/de protection à mettre en place.

Lutte contre le bruit ferroviaire en Île-de-France Les projets d'infrastructures

Zélia Hampikian





Des projets de tramway sous maîtrise d'ouvrage d'Île-de-France Mobilité

- Dans le domaine ferroviaire, Île-de-France Mobilités est maître d'ouvrage de projets de tramways : T9, T10, T11, T12, T13...
- Particularité : des tracés principalement en milieux très urbains
- Les écrans anti-bruit sont inadaptés à ces contextes
- L'isolation de façade est un dernier recours, ne réduit pas le bruit fenêtres ouvertes
- Dans tous les projets, la réglementation en vigueur qui fixe une limite au bruit que peut générer une nouvelle infrastructure, selon le type de bâtiment exposé, est appliquée







La problématique particulière du crissement

- La circulation des rames de tramways peut provoquer dans certaines courbes, voire parfois en alignement droit, des crissements dont l'intensité peut être particulièrement forte (jusqu'à 93 dB à 3m) et dont le spectre sonore est particulièrement pénible pour les riverains.
- Les éléments qui induisent ces crissements sont encore mal appréhendés : il est difficile de prédire les courbes et les matériels qui seront concernés, sinon que les courbes à faible rayon ont une probabilité plus importante d'occasionner ces crissements, et a fortiori d'augmenter leur intensité.
- A ce jour, les seuls dispositifs susceptibles de réduire ou supprimer ces crissements sont les dispositifs « TOR » (top of rail). Ils sont soit implantés sur l'infrastructure, soit embarqués sur les rames. Ils projettent sur la table de roulement du rail, juste en amont et/ou le long des courbes, une pâte qui limite les frottements entre les roues et les rails.



Île-de-France Mobilités s'implique dans la recherche de solutions

- Pour les tramways en service qui présentent un phénomène de crissement, Île-de-France Mobilités participe activement aux réflexions sur les dispositifs techniques permettant de supprimer ou diminuer ces crissements.
- Île-de-France Mobilités a des contacts avec les ingénieries et les constructeurs de matériel roulant pour trouver des solutions de réduction ou de suppression des crissements.
- Île-de-France Mobilités impose dorénavant aux constructeurs de matériel roulant de tramway de prévoir les dispositifs nécessaires à la réduction des crissements si ceux-ci apparaissent durant l'exploitation.



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?





Table ronde 2:

Le bruit des infrastructures routières : solutions mises en œuvre et contraintes

Animée par Fatiha Moniez, CEREMA Île-de-France

- Matthieu Sineau, Bruitparif
- Emmanuelle Pagès et Yahya Naït-Srir, DIRIF
- Catarina Bento-Goncalves, Conseil Départemental de Seine-et-Marne
- Catherine Gourlay-Francé, Ville de Paris
- Leïla Ngock, Cœur d'Essonne Agglomération



Rappels sur le bruit routier

Matthieu Sineau, Bruitparif



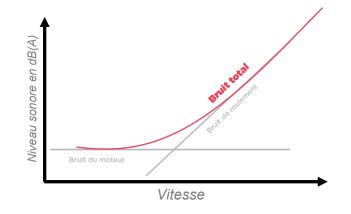
Le bruit routier, de quoi parle-t-on?

Les émissions sonores prises en compte dans les modèles

(Cnossos)

Deux grandes composantes :

- Le bruit de roulement (interaction pneu-chaussée)
- Le bruit de propulsion (moteur, échappement)
- Au-dessus de 40-50 km/h : le bruit de roulement prédomine
- Des bruits non modélisés : sirènes, klaxons, conduite en sur-régime...



Ce qui conditionne le bruit routier à l'émission :

- Le débit : variation en 10*log(D), 25 % de trafic en plus => + 1 dB(A), doublement du trafic => + 3 dB(A)
- La vitesse: variation en 20*log(V), passage de 40 à 50 km/h => + 1,5 dB(A)
- La composition du parc roulant (VL, VUL, PL, 2RM) : un PL génère un bruit de roulement de 5 à 6 dB(A) supérieur à un VL et + 10 dB(A) en bruit moteur
- Les caractéristiques et l'état de la chaussée : jusqu'à plus de 10 dB(A) d'écart sur le bruit de roulement entre un revêtement dégradé et un revêtement performant acoustiquement

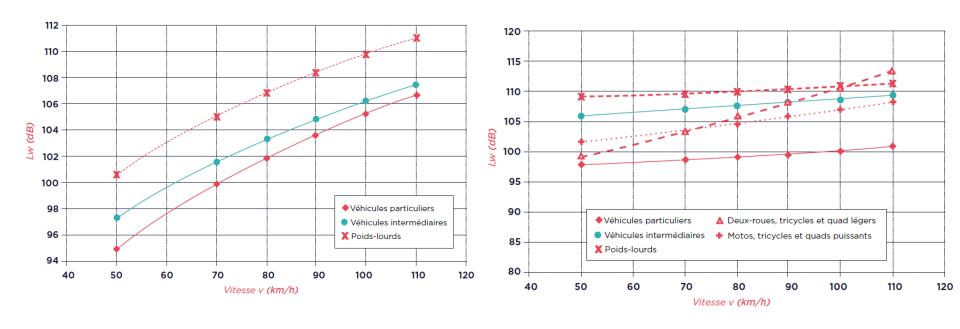


Le bruit routier, de quoi parle-t-on?

Les émissions sonores prises en compte dans les modèles (Cnossos)

Bruit de roulement

Bruit de propulsion





Les leviers d'action

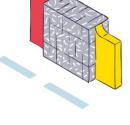
Quelques solutions de réduction de l'exposition des populations

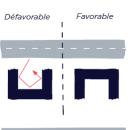
- Réduction de la vitesse
- Revêtement de chaussée
- Réduction du trafic
- Restrictions de circulation
- Modernisation des véhicules
- Electrification du parc
- Action sur les comportements (sensibilisation, radars sonores)

Réduire le bruit à la source Agir au niveau du récepteur

 Isolation acoustique des bâtiments









Agir entre la source et le récepteur

Aménager en tenant compte du bruit

- Couvertures et semi-couvertures
- Ecrans
- Merlons
- Passage en tranchées

- Protection via des bâtiments écrans
- Epannelage
- Eloignement des bâtiments par rapport aux voies
- Orientation des bâtiments pour réduire les expositions





La lutte contre les nuisances sonores sur le réseau routier national d'Île-de-France

Direction des routes d'Île-de-France / Service de la modernisation du réseau Emmanuelle PAGES, Yahya NAIT-SRIR



1. Introduction et priorisation des zones à traiter



Le réseau routier national (RRN) d'Île-de-France



1 300 km de routes dont 450 km d'autoroutes et 310 km de routes nationales



300 échangeurs dont 500 km de bretelles



1900 ouvrages d'art



25 tunnels de plus de 300m (un linéaire total de 49 000 km)



405 panneaux à message variable (PMV)



4 voies à gestion dynamique (voies auxiliaires et voies dédiées)



Le trafic routier sur le RRN d'Île-de-France

Trafic moyen sur un jour ouvré en janvier 2024

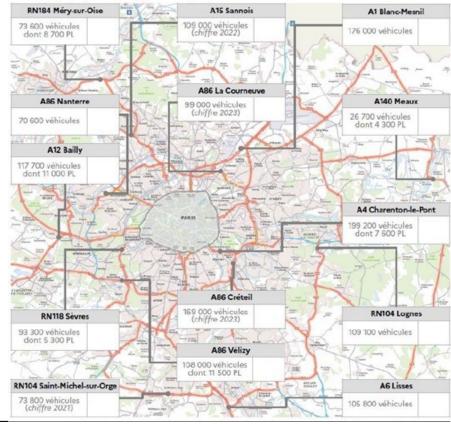
4 millions d'usagers chaque jour en semaine

soit 27 % des déplacements sur un réseau qui représente 2,5 % du réseau routier francilien.





Un tel trafic génère des nuisances sonores pour les riverains, nuisances que l'on cherche à réduire.





Une notion centrale, celle de point noir du bruit (PNB)

Pour définir un point noir du bruit, des critères acoustiques (tableau ci-dessous) et des critères d'usage et d'antériorité sont appliqués

Valeurs limites relatives aux contributions sonores dB(A) en façade (si une seule de ces valeurs est dépassée, le bâtiment peut être qualifié de point noir)

Indicateurs de bruit	Route et/ou LGV	Voie ferrée conventionnelle	Cumul Route et/ou LGV + Voie ferrée conventionnelle
L _{Aeq} (6h-22h)	70	73	73
L _{Aeq} (22h-6h)	65	68	68
L _{den}	68	73	73
L _{night}	62	65	65

Valeurs limites des PNB (Circulaire du 25 mai 2004 relative au bruit des infrastructures de transports terrestres)

Objectifs acoustiques relatifs aux contributions sonores dans l'environnement après actions de réduction du bruit à la source									
Indicateurs de bruit	Route et/ou LGV	Voie ferrée conventionnelle	Cumul Route et/ou LGV + Voie ferrée conventionnelle						
L _{Aeq} (6h-22h)	65	68	68						
L _{Aeq} (22h-6h)	60	63	63						
L _{Aeq} (6h-18h)	65	-	-						
L _{Aeq} (18h-22h)	65	-	-						

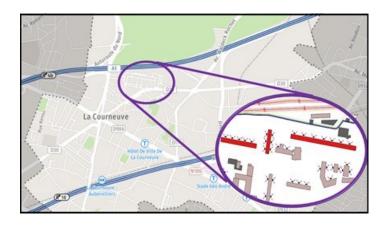


Caractérisation des zones de bruit critique

Les zones de bruit critique (ZBC) sont des secteurs géographiques où existent des points noirs du bruit potentiels. Ces zones sont identifiées à partir des CBS et de croisements de données acoustiques, routières, foncières et environnementales, afin de prioriser les zones d'action.



Localisation des principales ZBC dans le 93



Localisation des Points Noirs du Bruit au sein de la ZBC de La Courneuve



Hiérarchisation des zones de bruit critique

Un outil de calcul de la localisation des PNB et de leur priorisation a été développé avec le CEREMA

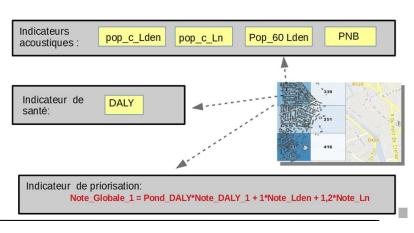
Un outil spécifique pour la DiRIF afin de :

- Répondre aux nombreuses plaintes des riverains et des élus avec des éléments objectifs
- Identifier les secteurs à enjeux et où une intervention coordonnée de différents gestionnaires est nécessaire
- Elaborer une stratégie et un plan d'actions priorisé selon une logique d'efficience économique, prenant en compte les bénéfices sanitaires
- Chiffrer un ordre de grandeur des coûts d'opération

Données d'entrée et indicateur de priorisation

Calcul d'un indicateur de priorisation :

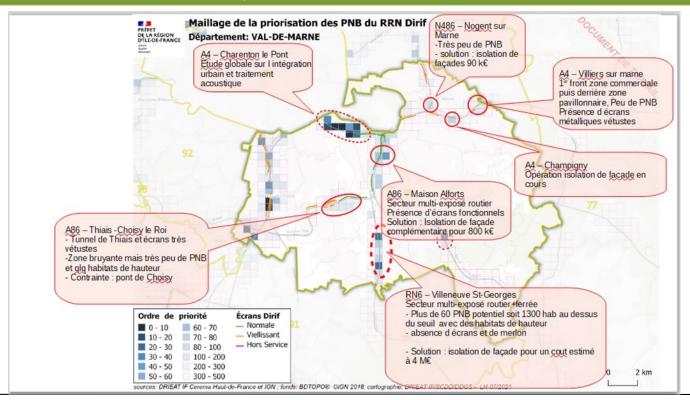






Exemple de résultat de la priorisation des PNB

Département du Val de Marne





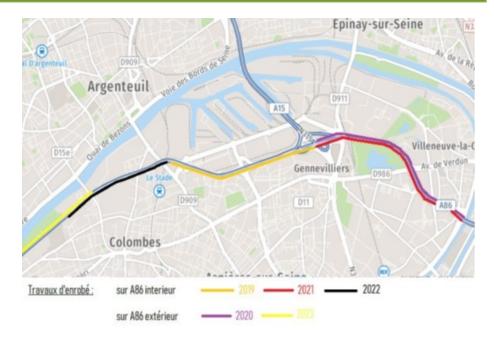
2. Solutions de lutte contre les nuisances sonores routières mises en œuvre



Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les enrobés phoniques

Ci-dessous des cartes extraites du PPBE Etat 92.





A noter que **l'abaissement de la vitesse maximale autorisée (VMA)** a également un effet sur les nuisances sonores ; il interfère cependant avec d'autres enjeux.



Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les enrobés phoniques

Avantages et inconvénients

- Cette solution présente l'intérêt d'une réduction du bruit à la source, mais son efficacité est limitée dans le temps (on considère qu'elle réduit les nuisances sonores d'environ 10 dB au moment de la mise en œuvre mais que l'on perd ensuite 1 dB en moyenne par an de réduction phonique). Elle a aussi un coût non négligeable.
- ❖ De plus, ce type d'enrobé a également des limites en matière de sécurité, car il retient l'eau dans ses interstices. Il n'est donc pas pertinent à mettre en œuvre dans tous les contextes comme les zones plus sensibles au gel en période hivernale (les viaducs par exemple), pour ne pas accroître le risque de verglas.

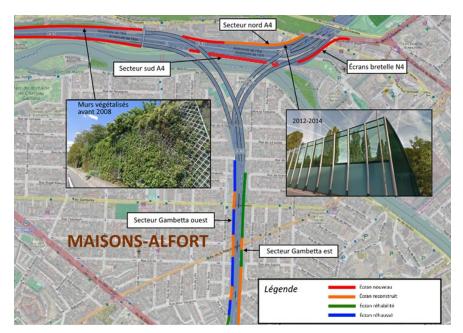


Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les écrans acoustiques

Les écrans acoustiques permettent également une réduction du bruit à la source.



Ecrans mis en place fin 2015 le long de la RN13 (78)



Ecrans réalisés sur le secteur nord de l'opération de protection acoustique sur les communes de Saint-Maurice, Maisons-Alfort et Créteil



Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les écrans acoustiques

Avantages et inconvénients

Avantage: protection efficace

- Gains acoustiques importants
- Protège également les espaces extérieurs
- Nombreuses possibilités de matériaux

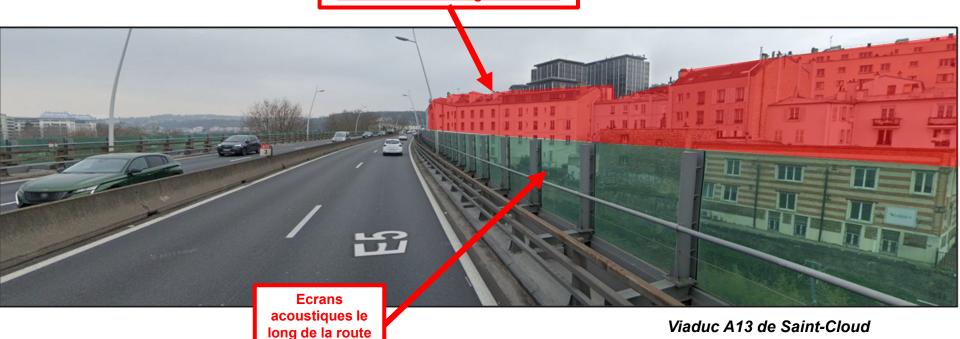
Inconvénients:

- ils coûtent *cher* (en moyenne 500 € HT/m²), et ne sont donc pertinents que lorsqu'ils permettent de protéger un grand nombre de logements
- Ils se dégradent (exemple des écrans au niveau de l'A4 / A86 mais pas que)
- ils sont parfois lourds, ce qui les rend compliqués à mettre en œuvre dans certaines situations (sur des ouvrages d'art par exemple)
- Nécessite de soigner son intégration environnementale



Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les isolations de façades

Logements non-protégés par les écrans, qui nécessitent une protection de façades car <u>audessus des seuils réglementaires</u>





Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les isolations de façades

Avantages et inconvénients

Solution complémentaire

 Dans le cas où le nombre d'habitants exposés est moins important

Avantage : protection efficace

- Efficacité dans toutes les situations (vues / étages dominants)
- Efficacité en cas de multi-exposition (infrastructures non parallèles)
- Peu couteuse : en moyenne 10 k€ par appartement

Inconvénients:

- Efficacité uniquement fenêtres fermées
- Ne protège pas les espaces extérieurs





Solution de lutte contre les nuisances sonores routières : Les merlons

Avantages et inconvénients

Avantages:

- Même efficacité que l'écran équivalent
- Peu couteuse (réutilisation de déblais excédentaires)
- Pas de réflexion parasite
- Intégration paysagère facilitée

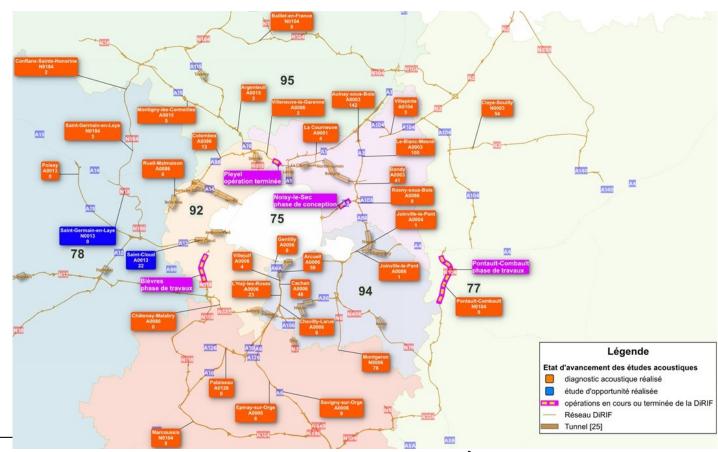
Inconvénients:

- Nécessite une emprise au sol importante (coût d'acquisition)
- Nécessite un entretien régulier (budget de fonctionnement)

Une synthèse des actions déjà réalisées et en cours

Un chiffrage des actions et un calendrier sont présentés autant que possible

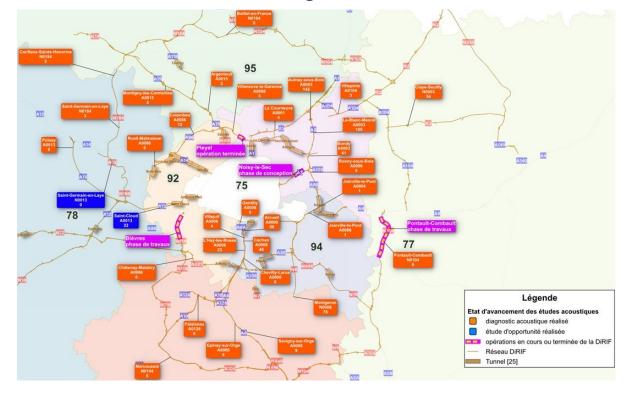
- Des études d'opportunité
- Des études détaillées
- Des réalisations



Une synthèse des actions déjà réalisées et en cours

Un chiffrage des actions et un calendrier sont présentés autant que possible

- Des études d'opportunité
- Des études détaillées
- Des réalisations



Ces opérations sont fréquemment co-financées par des collectivités, notamment la Région Ile-de-France.



Les actions de la Ville de Paris pour réduire les nuisances liées au bruit routier

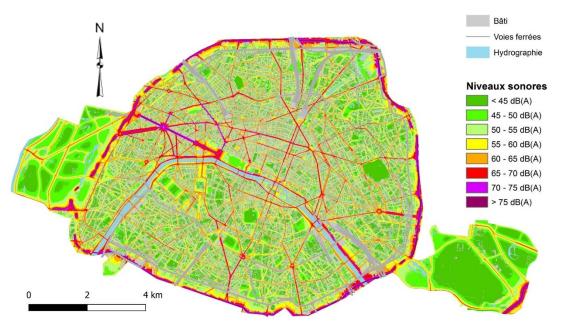
Catherine Gourlay-Francé, Ville de Paris



Paris - une ville extrêmement dense

CARTE STRATEGIQUE 2022 DU BRUIT ROUTIER DE PARIS

Carte pour l'indicateur Lden (période de 24 heures)



227 914 habitants soumis à leur domicile à un dépassement des valeurs réglementaires en journée complète (Lden)

1,6 millions d'habitants soumis à un dépassement des recommandations OMS

Réalisation : Ville de Paris (DTEC/PQE) – mai 2023

Sources: Ville de Paris (DTEC - DEVE - DVD - DU) - IGN - APUR



Un plan d'action global contre le bruit pour la période 2021-2026





16 actions sur le bruit dans l'environnement

consistant à faire rouler les véhicules :

- ✓ en moins grand nombre (effet trafic)
- √ moins vite (effet vitesse)
- √ moins bruyamment (effet moteur)
- √ sur des chaussées moins bruyantes (effet infrastructure)

18 actions sur le bruit dit de voisinage

- ✓ Bruits nocturnes sur la voie publique
- ✓ Bruits des activités professionnelles
- ✓ Bruits des livraisons
- ✓ Bruits des chantiers
- ✓ Bruits des équipements de la Ville

https://www.paris.fr/pages/bruit-et-nuisances-sonores-162#le-plan-d-amelioration-de-l-environnement-sonore-2021-2026



Liste des 16 actions pour diminuer les impacts du bruit dans l'environnement

1	Abaisser les limitations de vitesse dans tout Paris				
2	Expérimenter des radars acoustiques				
3	Renforcer le contrôle routier des véhicules bruyants				
4	Œuvrer au renforcement des normes d'émissions sonore des deux-roues motorisés				
5	Favoriser les motorisations plus silencieuses				
6	Limiter la circulation de transit et aménager l'espace public au profit des modes de déplacements actifs et des transports en commun				
7	Déployer les revêtements acoustiques intramuros				
8	Envisager des avertisseurs sonores spéciaux (sirènes) moins bruyants et lutter contre l'usage abusif des avertisseurs sonores (klaxons)				
9	Accroître les exigences acoustiques dans le PLU bioclimatique				
10	Favoriser les cobénéfices pour l'environnement sonore des plans d'actions environnementaux				
11	Évaluer l'influence sonore de l'aménagement d'une voie réservée sur le boulevard périphérique				
12	Prendre en compte et encadrer les sons produits par les véhicules électriques (système AVAS)				
13	Améliorer le paysage sonore en lien notamment avec la végétalisation et la biodiversité				
14	Prendre en compte les enjeux de paysage sonore et de santé environnementale dans les projets d'aménagement de la ville				
15	Solliciter le soutien de la Métropole du Grand Paris dans les huit zones à enjeux parisiennes (via le FIM)				
16	Agir pour la réduction des nuisances liées à l' héliport de Paris Issy-les-Moulineaux				



1 - Agir sur le trafic



Aménagement des voies

+

30 km/h maximum

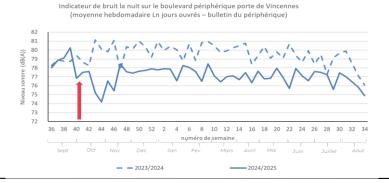
Depuis le 30/08/2021, dans tout Paris intra-muros hormis quelques grands axes

- 2 à 5 dB (A) de moins depuis 2019
- 4 dB(A) rue de Rivoli,

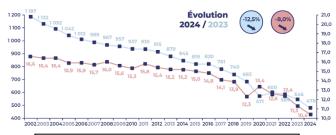
- 1,4 dB(A) bvd Sébastopol

Passage à 50 km/h du boulevard périphérique (octobre 2024)





Évolution annuelle de la circulation dans Paris intra-muros sur le réseau instrumenté





-2 à -3 dB(A) constatés le jour et la nuit

Source : Ville de Paris Direction de la Voirie et des Déplacements

entre 7h00 et 21 h00 ramenés au km d'axe orienté instrumenté Vitesses en km/h entre 7h00 et 21h00

Véhicules kilomètres par heure



2 – Expérimenter des nouveaux outils



Nouveaux revêtements de chaussée (projet LIFE Cool&LowNoise Asphalt)

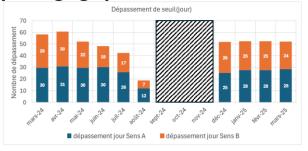


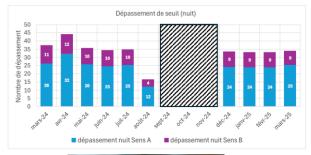
Tester des enrobés plus silencieux qui limitent l'absorption de chaleur (2019-2023-2028)

- → Bilan 2023 : enrobé SMAPhon aujourd'hui déployé largement dans les rues parisiennes
- → Suivi jusque 2028 de la stabilité et des performance acoustiques des revêtements

Impact d'un radar sonore pédagogique







→ Poursuivre l'expérimentation, ajuster les messages d'information

Qualification des nuisances liées aux avertisseurs sonores (en cours)





3 – Objectiver l'impact des aménagements urbains

Evaluation de l'impact sur le niveau sonore des aménagements urbains Qualifier les co-bénéfices (s'ils existent), faire des retours d'expérience

- Rue de Bagnolet, mise en sens unique : -3 à -6 dB(A)
- Rue du Fbg du temple, réduction de circulation : -5 à -8 dB(A)
- Place de la Catalogne, foret urbaine
 -3 dB(A) sur la zone piétonnisée le jour
 - +3 dB(A) dans une rue adjacente la nuit
- Rue Oberkampf, piétonnisation : 5 dB(A)







Place de Catalogne, Paris 14e en 2021

Systématiser la prise en compte du bruit dans les projets urbains de la Ville

Attention à toutes les sources de bruit



Les actions du PPBE 4^{ème} échéance du Département de Seine-et-Marne

Catarina Bento-Goncalves, Conseil Départemental de Seine-et-Marne

77

Présentation des nouvelles zones à enjeux

■ 4ème échéance (3ème):

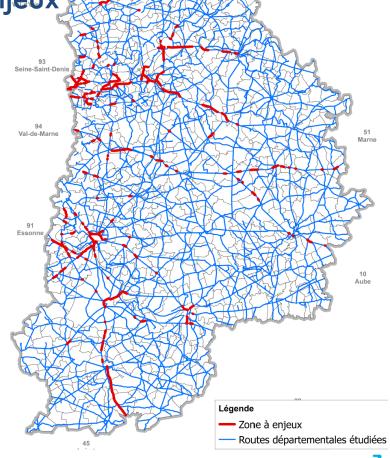
Identification de 112 zones (144),

le long de 53 RD (41) où la population est

potentiellement exposée à un dépassement

de seuil, correspondant à près de 186 km

(110).





Elément de méthode pour l'établissement du PPBE de 4ème échéance

■ Pour le classement des zones à enjeux :

-Utilisation de l'indice de population agrégée (sans établissement sensible) ramené en base 1km pour une vision plus juste des nuisances subies dans les différentes zones :

$$I = \frac{\sum_{\substack{b \text{ àtiment} = 1}}^{n} [(Cx * Px)Lden + (Cx * Px)Ln]}{I}$$

avec C : coefficient de l'indice : 1, si dépassement inférieur à seuil + 5, et 2 si dépassement supérieur à seuil + 5 ; et P : nombre d'habitants ; et l : longueur de la zone.

Exemple de calcul pour une zone de 200 m :

Exemple pour une zone avec deux bâtiments de 3 et 5 habitants exposés :	Valeurs seuils réglementaires	Niveau théorique d'exposition	Coefficient affecté		Valeur du bâtiment	
	68	L _{den} : 70 dB(A)	1 x 3 habitants = 3	+	2	
Bâtiment 1 de 3 habitants	62	Ln: 58 dB(A)	0 x 3 habitants = 0	+	3	
Bâtiment 2 de 5 habitants	68	L _{den} : 75 dB(A)	2 x 5 habitants = 10	+	15	
ballment 2 de 3 habitants	62	L _n : 63 dB(A)	1 x 5 habitants = 5	+		
	Indice agrégé 3 + 1		3 + 15	=	18	
	Indice agrégé ramené en base 1km		18/02	=	90	

77

Identification des ENS départementaux comme

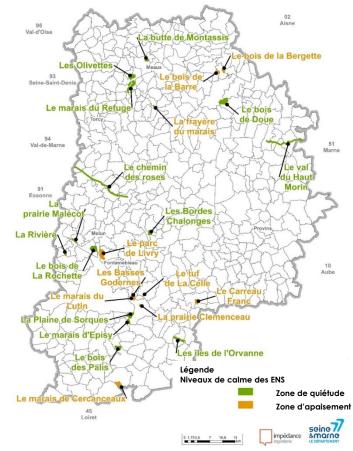
zones calmes

■ Un travail sur les seuls ENS ouverts au public combinant analyses cartographiques et mesurage du niveau sonore

Identification de 2 niveaux de calmes : zones de quiétude et zones d'apaisement.

Les ENS « quiétude » : moins de 10% de leur surface est exposée à des niveau sonores dépassant 55 dB(A) ; 14 ENS, soit 58% d'entre eux.

Les ENS « apaisement » : lieu de ressourcement où un niveau sonore supérieur à 65 dB(A) peut parfois être atteint ; 10 ENS, soit 42% d'entre eux.



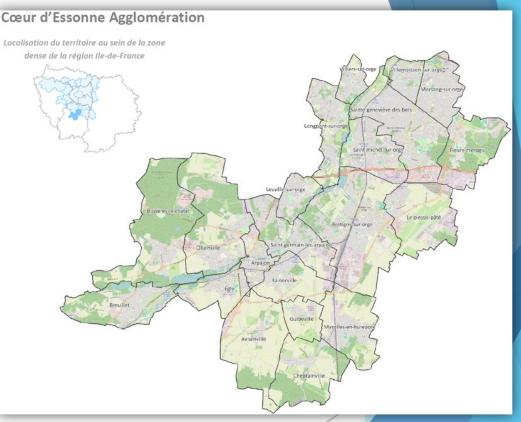
Quelques actions mises en avant

- Politiques et actions du Département en faveur des modes de déplacement alternatifs à la voiture thermique individuelle :
- -Développement du PlanVélo77 et soutien à la réalisation d'aménagements cyclables
- -Création de stations multimodales de covoiturage
- -Développement de l'offre de transports en commun
- -Vers des véhicules à énergie renouvelable
- Proposition d'actions pour les zones à enjeux prioritaires :

Il est proposé d'étudier chaque année 2 à 3 zones prioritaires (par ordre de classement et selon sollicitations locales) :

- -mesurage acoustique en bord de route voire sur les bâtiments,
- -appréciation de la qualité d'isolation des bâtiments,
- -examen des possibilités d'actions sur le domaine public routier départemental, et chiffrage
- Entretien du réseau routier départemental
- Actions de protection/correction :
- -Financement des communes pour leur projet de protection acoustique des écoles et autres établissements sensibles, via la politique contractuelle
- -Rénovation des collèges
- -Mise en place de protection acoustique
- -Aménagements du réseau routier départemental (-Projets neufs / -Les bonnes pratiques pendant les chantiers / -Mise en place de sections d'approche d'agglomération / -Aménagement du réseau en agglomération)
- Valorisation des ENS ouverts au public comme zones De calme ou d'apaisement



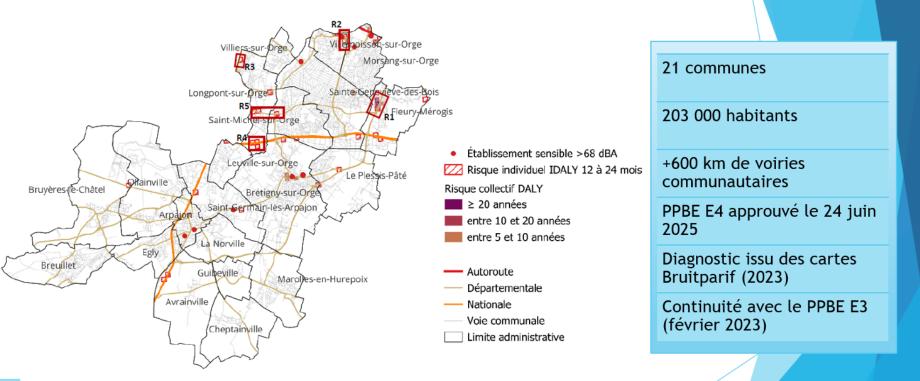


Séminaire francilien « Bruit des infrastructures de transport terrestre : où en est-on des plans de prévention ? », organisé conjointement par la DRIEAT et Bruitparif

Table ronde 2 : Le bruit des infrastructure routières : solutions mises en œuvre, contraintes, temporalité d'une opération

15/10/2025

Leïla Ngock, Cœur d'Essonne Agglomération



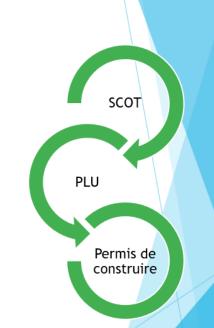
Cartographie des secteurs à enjeux soumis au bruit routier

Les actions clés - aménagements urbains

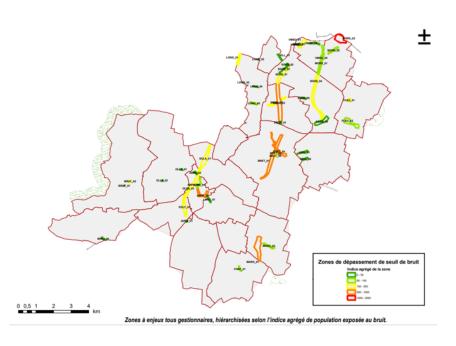
Axe	Action		
<u>Axe 1</u> : Prévenir	Action 1 : Développer les liaisons douces et le recours des usagers aux modes		
et réduire les	doux		
nuisances	Action 2 : Permettre et encourager le recours aux alternatives à la voiture		
sonores des	individuelle : amélioration de l'offre en transports en commun et promotion du		
transports	covoiturage		
routiers et ferroviaires	Action 3 : Agir sur la fluidité du trafic		
	Action 4 : Agir sur la vitesse de circulation en lien avec les villes de l'Agglomération		
	Action 5 : Améliorer la qualité et la performance des infrastructures terrestres		

Les actions clés - Intégration et transversalité (SCoT)

Axe	Action	
Axe 2 : Intégrer l'enjeu du bruit	Action 8 : Intégrer le PPBE au SCoT dans le cadre de sa révision	
dans les documents de	Action 9 : Accompagner les villes pour intégrer les enjeux liés à la	
planification, les projets	réduction des nuisances sonores et à la préservation des zones	
d'aménagement et renforcer	calmes dans leur PLU	
l'isolation acoustique des	Action 10 : Accompagner les aménageurs et les maitres d'ouvrage	
bâtiments	pour intégrer le bruit dans les projets d'aménagement, de	
	construction et les projets urbains	
	Action 11 : Intégrer les enjeux du bruit dans le cadre de de la	
	réflexion sur l'évolution de la RN20	
	Action 12 : Améliorer l'isolation acoustique des bâtiments publics :	
	intégrer des critères acoustiques dans les cahiers des charges des	
	marchés publics lors de l'achat des équipements ou de la	
	construction/rénovation de bâtiments communaux ou	
	intercommunaux	
	Action 13 : Accompagner les particuliers, les copropriétés, les	
	bailleurs et les entreprises pour une meilleure isolation acoustique	
	des logements et des bâtiments tertiaires privés	
Axe 3 : améliorer la connaissance,	Action 14 : Mettre en place des outils d'amélioration de la	
informer et sensibiliser	connaissance collective et de suivi de l'environnement sonore du	
	territoire	
	Action 15: Mettre en place une politique d'information et	
	d'incitation à des comportements citoyens en lien étroit avec les	
	villes de l'Agglo	



Intégration et transversalité (PCAET) Réflexions croisées Air/Bruit



- La santé environnementale est prise en compte dans le PCAET, au travers des sujets du bruit et de la qualité de l'air
- Vers un document Air-Climat-Bruit unifié ?
 - Une réflexion en cours : mutualiser PPBE et PCAET
 - Objectif : simplifier le pilotage, renforcer la portée politique
 - Nécessité : des financements identifiés pour passer du plan à l'action



Pour nous contacter:



L'équipe de la transition écologique transitionecologique@coeuressonne.fr



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?





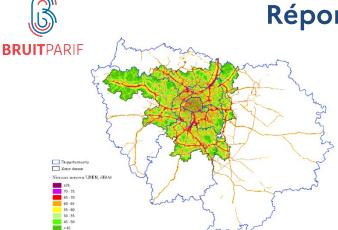
Table ronde 3 : La vision intégrée du bruit à l'échelle de l'agglomération Animée par Fanny Mietlicki, Bruitparif

- Dominique Leclerc, Bruitparif
- Nicolas Viard, Métropole du Grand Paris
- Tristan Lantenois, Paris Vallée de la Marne
- Claude Carsac et Michel Riottot, FNE Île-de-France



Résultats du questionnaire

Dominique Leclerc, Bruitparif



Réponses des rédacteurs de PPBE

Contexte

21 PPBE, de 4ème échéance, réalisés sur 36 attendus

- 8 PPBE d'agglomération sur 14
- La totalité des 8 PPBE GITT État
- 2 PPBE GITT de départements sont réalisés, 5 sont en cours 1 Collectivité gérant
- 3 PPBE GITT de collectivités sur 7

12 répondants rédacteurs sur 33 acteurs

La Directive européenne 2002/49/CE est familière pour 2/3 des répondants, 4 déclarent ne pas du tout la connaître.

Pour 2/3 des répondants, l'échéancier de la directive semble approprié, 4 ne le considèrent pas du tout approprié.

intercommunalité compétente dans la lutte contre le bruit des

transports

classés GITT

des axes routiers

4 conseils départementaux

3 services

de l'état

La moitié des répondants déclarent avoir besoin d'éclaircir les attentes de la directive, plus précisément celles concernant les voies GITT sur le territoire des agglomérations, ainsi que les solutions à apporter.

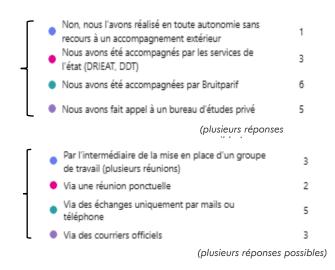
Dans 11 cas sur 12, un PPBE, de 3ème échéance, était existant.



Réponses des rédacteurs de PPBE Élaboration

La moitié (6/12) des répondants déclarent avoir été guidés et/ou accompagnés par Bruitparif, 42% (5/12) par un bureau d'étude privé, 25% (3/12) l'ont été par les services de l'état. Un seul répondant déclare avoir réalisé son PPBE en toute autonomie.

2/3 répondants déclarent avoir sollicité des gestionnaires pour rédiger leur PPBE. Principalement via des échanges mails/téléphonique pour 5 d'entre eux.



3/4 des répondants déclarent être satisfaits des échanges menés avec les gestionnaires. Des difficultés ont pu être rencontrées dans l'obtention des informations auprès des gestionnaires communaux, parfois auprès des conseils départementaux, nécessitant des relances systématiques.

Pour 3 agglomérations sur les 4 ayant répondu au questionnaire, une présentation des CSB, du diagnostic acoustique, du projet de PPBE et/ou du PPBE finalisé a été effectuée auprès des élus.



Réponses des rédacteurs de PPBE Consultation publique

Les consultations de <u>projet</u> de PPBE se concentrent en majorité sur les mois d'octobre à janvier et ont reçu entre 10 et 50 contributions.

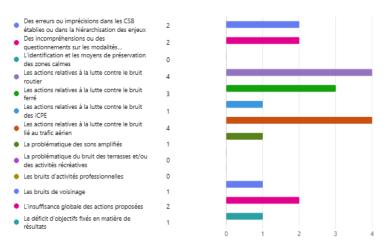
Les particuliers et les élus sont les principaux profils à répondre aux consultations publiques.

Les contributions se font majoritairement par l'intermédiaire d'un site internet ou d'une adresse email.

Les principales contributions concernent le bruit routier, le bruit aérien, le bruit ferré ou le bruit des ICPE, problématiques traitées dans le diagnostic acoustique.

Certaines contributions (bruits de voisinage, sons amplifiés) sont hors du champ principal d'application de la directive européenne 2002/49/CE.

Certaines contributions pointent des erreurs ou imprécisions dans les CSB ou soulignent le manque d'ambition du PPBE.



Une fois le PPBE adopté, le site web est le moyen de communication utilisé 11 fois sur 12 pour le promouvoir.

La procédure du rapportage européen du PPBE via démarches simplifiées pourrait être mieux accompagnée, 1/3 des répondants considèrent qu'elle est « plus ou moins » pratique et accessible.



Réponses des contributeurs de PPBE

4 répondants contributeurs :

- 3 collectivités (communes, EPT ou EPCI) gérant des axes routiers classés GITT
- 1 gestionnaire ferroviaire

La Directive européenne 2002/49/CE est plus ou moins familière pour 3 des 4 répondants. 2 répondants avaient déjà contribué à la rédaction d'un PPBE dans le passé.

Pour 2 répondants, l'échéancier de la directive semble approprié, mais 2 ne le connaissent pas du tout.

3 répondants sur 4 déclarent avoir été sollicités par des rédacteurs de PPBE, principalement via des réunions ponctuelles, des échanges téléphonique ou mails, pour partager l'état des lieux, les actions déjà mises en œuvre ou les actions envisagées.

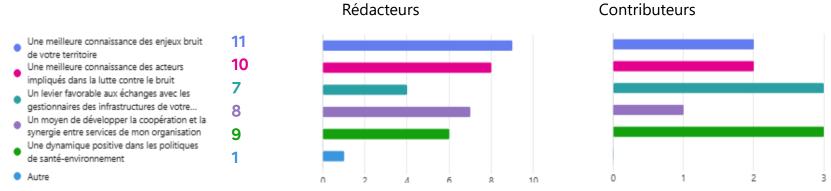
Les répondants sont plus ou moins satisfaits des échanges menés avec les rédacteurs de PPBE. Des difficultés ont pu être rencontrées dans la relation avec les agglomérations nécessitant une anticipation du calendrier de rédaction des PPBE et l'intensification des échanges (séminaires, groupes de travail).

La présentation des projets de PPBE, par leurs rédacteurs, en amont de la consultation publique afin de recueillir l'avis des contributeurs, est jugée aléatoire.

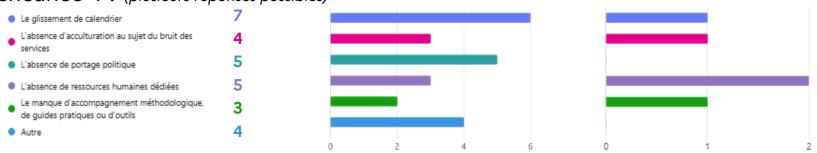


Retour d'expérience

Que vous a apporté le processus de PPBE d'échéance 4 ? (plusieurs réponses possibles)



Quels ont été les principaux freins au bon déroulement du processus de PPBE d'échéance 4 ? (plusieurs réponses possibles)





Démarche d'amélioration

Le calendrier de la 5ème échéance visant une approbation des CSB E5 d'ici juin 2027 et du PPBE E5 d'ici juillet 2029 est jugé majoritairement « plus ou moins atteignable ».

Propositions formulées :

- Établir une formation « nouveaux arrivants et/ou techniciens » 1 an avant le rendu du PPBE : juin 2028 pour la 5ème échéance.
- Anticiper la disponibilité des PPBE de Départements/de l'État en amont des PPBE d'Agglomération : juin 2028.
- Anticiper le calendrier de transmission des contributions aux différents départements et agglomérations.
- Mieux réunir/collaborer avec les gestionnaires. Travailler finement et très en amont avec les différentes parties prenantes.
- Anticiper et programmer des campagnes de mesure de bruit « avant/après » pour évaluer plus finement l'impact des actions menées.



Démarche d'amélioration

Vous êtes 100% favorable à l'organisation d'une rencontre annuelle

associant les correspondants bruits des différents acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la directive européenne

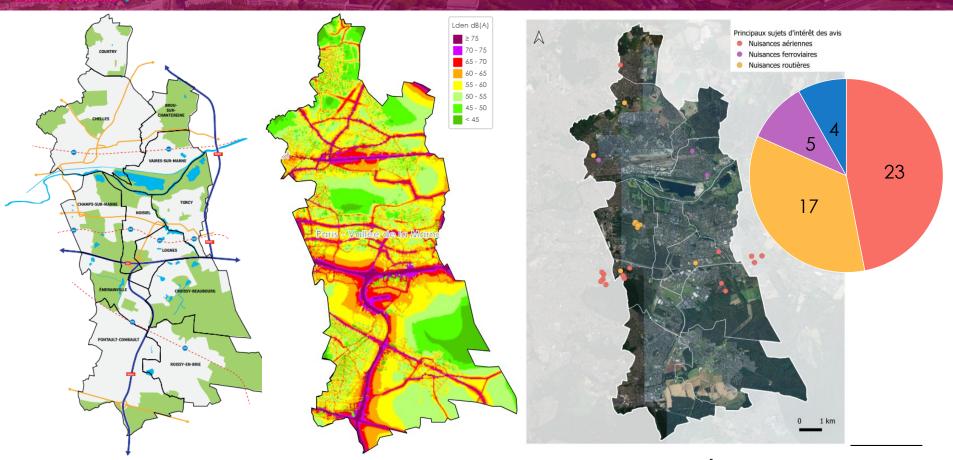
méthodologie compétence sujets autres formes priorité directive européenne cartes de les PPBE connaissance



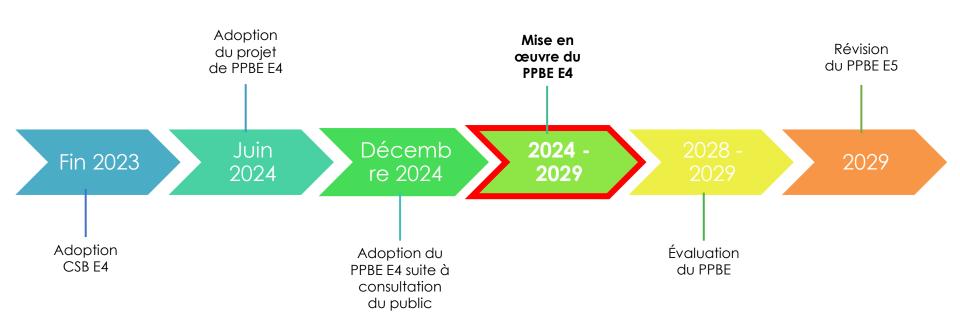
Le PPBE E4 de la Métropole du Grand Paris

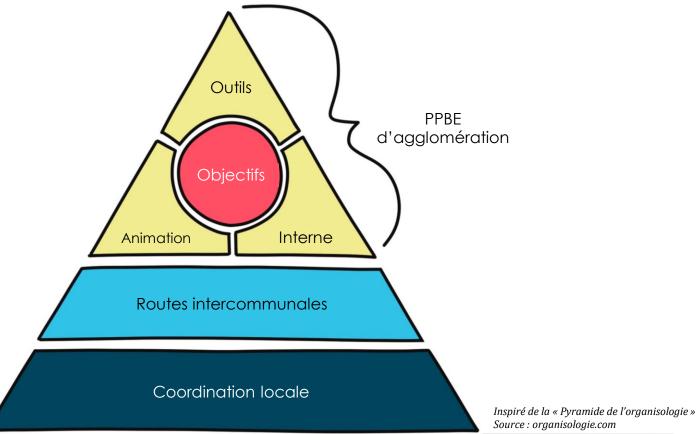
Nicolas Viard, Métropole du Grand Paris

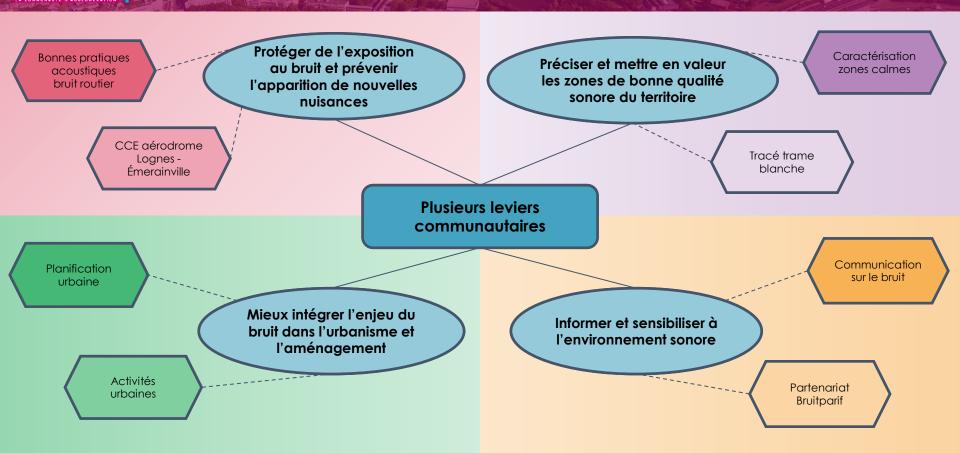














Des indicateurs surtout qualitatifs

Gouvernance / concertation

- Nombre de réunions/concertations
- Fréquence des réunions
- Taux de participation
- Participation des gestionnaires
- Identification des enjeux prioritaires
- ..

Mise en œuvre et suivi des actions

- Suivi des actions
- Suivi des progrès
- Nombre d'implémentations de pratiques recommandées
- Nombre de projets intégrant les recommandations du guide
- Nombre de projets prenant en compte l'environnement sonore
- ...

Mesure et analyse des données acoustiques

- Fréquence des campagnes de mesure
- Nombre de points de mesure
- Durée des campagnes de mesure
- Niveaux de bruit enregistrés
- Analyse des résultats
- ..

Cartographie et couverture territoriale

- Nombre de sites identifiés
 - Couverture territoriale
- Précision cartographique
- Nombre de zones cartographiées
- Couverture spatiale
- ٠...

Urbanisme et planification

- Intégration des critères de bruit dans les documents d'urbanisme
- Impact sur la planification urbaine
- Inclusion dans le Plan local de mobilités
- Développement de l'outil de planification
- Utilisation de l'outil dans la prise de décisions

Ressources et moyens

- Enveloppe financière allouée
- Nombre de bénéficiaires potentiels
- Couverture des domaines d'application
- Conformité aux normes et réglementations

Sensibilisation et communication

- Support de sensibilisation
- Nombre de kits élaborés
- Contenu du kit
- Diffusion du kit
- Participation des établissements
- ..

Ressources et moyens

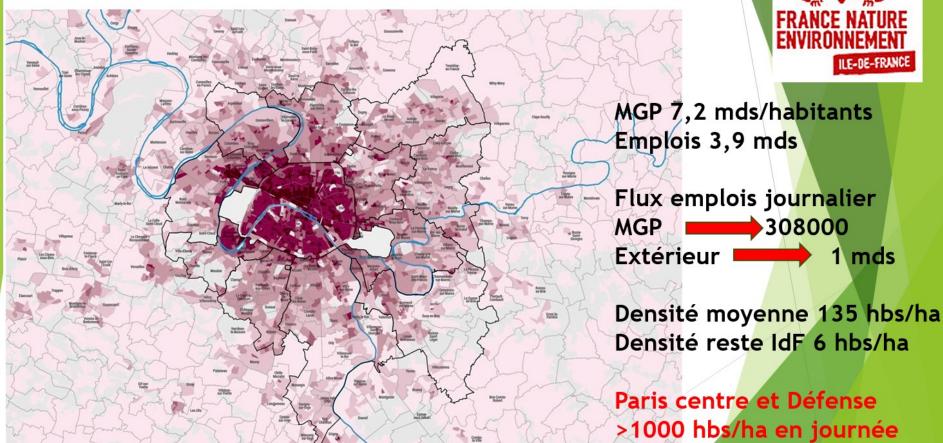
- Identification des principes de préservation
- Nombre de principes établis
- Variété des critères

Séminaire francilien organisé par la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et Bruitparif – 15 octobre 2025



Carte de la densité humaine dans la MGP APUR 2021

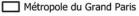




Surface végétalisée de la MGP outil cartovégétation







Communes

Bâtiments

Espaces arbustifs et arborés

Espaces herbacés

Espaces artificialisés

Voiries

Surfaces en eau

Sols nus et cultives

MGP habitants 7,11 Md

MGP 81509 ha

Surface végétalisée34433ha 48,4 m2/hb

A PARIS 3225,2 ha

Canopée 2455,8 ha Herbacée 769,4 ha

_{10 km}6,5 m2/hb et 15,2 m2/hb

CSB, PPBE, valeurs limites ce qui va dans le bon sens



Loi "bruit " de 1992 : une avancée très timide

LOI nº 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit (1)

NOR: ENVX9200186L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté, Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. - Les dispositions de la présente loi ont pour objet, dans les domaines où il n'y est pas pourvu, de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nècessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à presenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement.

sans nécessité ou par manque de précautions

✓ Bruit : Seulement gêne sonore ou véritable pollution sonore ?

✓ Classement des voies et largeurs affectées très en dessous des attentes

✓ Une simple obligation d'information dans les PLU & PLUI

Des niveaux sonores de référence jusqu'à 30dB

au dessus des recommandations de l'OMS

- ✓ Seul remède l'isolation des façades ?
- ✓ La résorption des PNB au compte gouttes

Directive "bruit" de 2002 et transcription en 2006

- ✓ Enfin des outils, sur le papier, efficaces
- ✓ Une prise en compte des effets sur la Santé
- ✓ Une meilleure compréhension du phénomène de gêne sonore
- ✓ Mais une mise en place interminable et très laborieuse





la 2e menace sanitaire environnementale en Europe

Points de vigilance et insuffisances

La pratique actuelle est plus un reporting européen qu'un

outil de réduction du bruit

Des valeurs limites trop élevées par rapport aux recommandations OMS et leur respect est insuffisant

✓ L"ancienne" réglementation est encore trop présente dans les pratiques courantes des opérateurs

Des évolutions législatives ou réglementaires, suivies rapidement des décrets d'application, sont nécessaires

✓ Notamment tenir compte de l'aspect événementiel de la gêne telle qu'elle est ressentie ainsi que des vibrations

Pollution atmosphérique et pollution sonore des transports terrestres même combat Une urbanisation pensée pour rapprocher domicile et lieu de travail Et une offre performante et non bruyante de transports en commun Permettraient de résoudre bien des problèmes!



Rec. OMS dB(A)	Lden	Ln
Bruit routier	53	45
Bruit ferré	54	44
Val. Limites dB(A)		
Bruit routier	68	62
Bruit ferré conv.	73	65
Bruit ferré LGV	68	62

Paris, le 20 février 20



.

vez-veus présenter veure association et ses actions en matière de lutte re les muisances sonores causées par les transports.?

natre les másances sonores carales par les transports.¹

O Pauver-sons l'adiquer quels sont les principaux projets
d'infrantractures de transport sur l'anguels veus travailles, ainsi que vos essociations locales membres, sur la question des matsances sentene.²

Devinas, à l'attention de France Nature Euroissumement

FRANCE NATURE ENVIRONMENTENT est une fiéderation composée de 500 associations de protección de la nature et de l'environmentent (soit priés d'un million de personnes advientes issues de tous les entriolisme relatopolisme et utilizantario). Elle est membre du Cornelli National de Brist (CNRI) ainsi que membre sancoló del Falantie de Combille den Nationicos Alimentes (ACNUSA) depuis less children ou presigne.

Les rédefautions néglerailles autwert des prins, vie leurs associations locales, tous less projets d'imhastractures survivires, ferrorisainne, aémonnes et inferviersment dans le carbre des consultations des productions des parties fectures des productions des parties fectures de productions des parties fectures de productions des parties fectures de productions de partie de la consultation de la conference de l

u europeers, notamment via con reseau sonte, eminorinement. A l'attretion de ses adhérents, FNE a produit avec la SNCF u ocument de compréhension de la réglementation en vigueur : le bru enovairre en questions & Hipomes (40 pages - 2018). NE males protement les néssitats des évales statistiques «

El relaie activement les résultats des étades statistiques et définicióques qui se multiplient depuis quelques années et réfirment l'impact important sur la sunté de la pollution sonore (ex les in Europe, Europeis, 24 April 2017; étade ADEMEI sur le bruit stramporta en 2023, fiches et doubles Bruitagnet...).

quel a participi FNE, a bien toté les enjeux vis à vis des territoires sentret les sellations, mais aussi aspecé le besein d'appliquer les jobs cestialants pour rétaille la configure des territoires et des syers (noir les condissions du Président)

www.aunusa.htcolloque de lacriusa gagneria conflonce es:521



Bruit des infrastructures de transports terrestres Où en est-on des plans de prévention ?



Merci à toutes et tous!